



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
2 août 2001

Original: français

Deuxième session ordinaire de 2001

10-14 septembre 2001, New York

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Cadres de coopération de pays et questions connexes

**Deuxième cadre de coopération avec le Sénégal
(2002-2004)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1-3	2
I. Situation du développement dans l'optique du développement humain durable ..	4-9	2
II. Résultats et enseignements de la coopération passée	10-17	3
A. Principaux résultats obtenus	11-13	3
B. Expériences et leçons apprises	14-17	4
III. Objectifs, domaines d'activités et résultats escomptés	18-30	4
A. Objectifs	18-19	4
B. Domaines de concentration de l'assistance	20-22	5
C. Résultats attendus	23-30	5
IV. Modalités de gestion	31-35	6
Annexe		
Objectifs de mobilisation des ressources pour le Sénégal (2002-2004)		8

Introduction

1. Conformément aux directives relatives aux nouveaux arrangements en matière de programmation adoptées par le Conseil d'administration (décisions 95/22 et 95/23 de 16 juin 1995), le Gouvernement du Sénégal a élaboré le présent cadre de coopération de pays (CCP) avec le PNUD pour la période 2002-2004. Il a bénéficié des contributions de la société civile et des autres partenaires au développement, lors de la réunion du Comité local d'examen des projets et programmes tenue en mars 2001. Dans ce rapport, le Gouvernement rappelle ses priorités et indique la nature et la portée de l'assistance attendue du PNUD.

2. La formulation du CCP a débuté avec la revue à mi-parcours du sixième cycle de programmation, tenue au mois de juin 2000. Le document a été conçu en référence aux conclusions de cette revue, ainsi qu'aux orientations stratégiques adoptées par le Gouvernement, lesquelles sont inscrites dans divers documents de planification dont : le Dixième plan de développement économique et social (2002-2007) (en cours d'élaboration), le Document intérimaire stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) formulé dans le cadre de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) et le Rapport économique et financier du Gouvernement présenté par le Ministre de l'économie et des finances devant l'Assemblée nationale au mois de novembre 2000. Les documents d'appui à la coordination des interventions du système des Nations Unies au Sénégal – le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) et le Bilan commun de pays (CCA) – constituent également des références pour la formulation du CCP.

3. Tenant compte du mandat du PNUD et de ses propres objectifs stratégiques de développement, le Gouvernement sollicitera l'assistance de cette institution dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance. Dans ce contexte, l'assistance du PNUD permettra une application des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour la mise en oeuvre plus effective des activités dans les deux grands domaines précités.

I. Situation du développement dans l'optique du développement humain durable

4. Le Sénégal est un pays sahélien, situé à l'extrémité ouest du continent africain. Il s'étend sur une superficie de 196 722 kilomètres carrés et partage ses frontières avec cinq pays. Le Sénégal est divisé en 10 régions administratives et 30 départements. Il a une population de 9,3 millions (1999) dont 58 % de jeunes âgés de moins de 20 ans. Cette population musulmane à 94 % est composée de groupes ethniques que sont : les Wolofs et Sérères (58 %), les Peuls et Toucouleurs (23 %) et les Diolas, Balantes, Bassaris et Mandingues (19 %).

5. Le Sénégal a connu une alternance politique au terme d'une élection présidentielle transparente, tenue les mois de février et mars 2000. Ainsi, présente-t-il l'image d'un pays au processus de démocratisation renforcée, dans un continent qui dénombre plusieurs expériences électorales aux résultats mitigés. Le Gouvernement actuel, constitué par une coalition de partis politiques, inscrit son action dans une dynamique d'amélioration de la gestion des affaires publiques. Cependant, si les populations adhèrent globalement aux réformes proposées par ce Gouvernement (vote positif de 90 % pour un taux de participation de 65 % lors du référendum pour l'adoption de la nouvelle constitution), celui-ci reste confronté à une demande sociale de plus en plus pressante.

6. Pour l'essentiel, les engagements pris par le précédent Gouvernement vis-à-vis de la communauté internationale ont été entérinés par l'actuel. Dans ce contexte, le Sénégal a été accepté au mois de juin 2000 comme pays bénéficiaire dans le cadre de l'Initiative PPTE. En effet, le DSRP a été formulé par le Sénégal et approuvé par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international et celui de la Banque mondiale. Au terme d'un processus participatif, dont le calendrier d'activités est déjà établi, le DSRP devra être finalisé et adopté en décembre 2001.

7. L'économie sénégalaise a pu maintenir l'évolution positive constatée depuis 1994. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) est estimé à 5,5 % en 2000 contre 5,1 % en 1999. Au cours de l'année 2000, la croissance a été soutenue essentiellement par le secteur primaire, dont la contribution positive à la richesse nationale a été estimée à 11,5 %, et

par le secteur secondaire, avec une performance de 7,8 %. L'inflation a été limitée à 1,2 % en dépit des conséquences résultant de facteurs exogènes dont la hausse concomitante du prix du pétrole et du dollar des États-Unis. Les efforts fournis en matière de recouvrement ont permis d'atteindre les objectifs de recettes fiscales. Cependant, le niveau des dépenses en capital financées par l'extérieur a été inférieur à celui prévu du fait des comportements d'attente de certains partenaires. Ainsi, le déficit des opérations financières de l'État (base engagements hors dons) est estimé à 2,7 % du PIB. La balance courante (hors transferts officiels) s'est dégradée puisqu'elle présente un déficit de 8,6 % du PIB en 2000 contre 6,6 % en 1999, situation résultant de la baisse des cours internationaux de certains produits d'exportation, ainsi que de la hausse des prix des principaux produits d'importation. En particulier, la facture pétrolière a augmenté de 86 % par rapport à sa valeur de 1999. La consommation finale des ménages a baissé d'environ 1 %, tandis que le taux brut d'investissement est estimé à 20,6 % contre 19,4 % en 1999, suite à une augmentation des investissements des entreprises qui passent de 9,7 % du PIB à 11,1 % en 2000.

8. Dans ce contexte marqué par un effort de maîtrise des déséquilibres macroéconomiques, la demande sociale s'exprime de façon de plus en plus prononcée. Ce phénomène est favorisé par l'esprit d'ouverture et de dialogue encouragé par les nouvelles autorités gouvernementales. En particulier, les populations font face aux difficultés de transport et d'accès aux soins de santé, et au problème du chômage des jeunes et de la prise en charge effective des pensions de retraite, ainsi que celles d'accès effectifs aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

9. En effet, les indicateurs de développement humain sont pour l'essentiel en dessous des normes internationales. Ainsi, selon le Rapport sur le développement humain de 2000, le Sénégal est classé 155 sur un total de 174 dans la catégorie des pays à revenu faible. Depuis le mois de juillet 2000, il est également classé dans la catégorie des pays pauvres moins avancés, selon la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement. Il est attendu de ce nouveau statut des perspectives de mobilisation de ressources additionnelles. Selon les données publiées dans le Rapport économique et social du Gouvernement (Novembre 2000) et dans le Rapport national sur le développement humain (RNDH), le taux de mortalité infantile est de

68 pour 1 000 naissances vivantes, seulement 50 % de la population a accès à l'eau potable, et le Sénégal dispose de seulement 7 médecins et 35 infirmières pour 100 000 habitants. L'analphabétisme touche 64,5 % des adultes dont 74 % des femmes. De plus, le chômage reste très préoccupant, en particulier au niveau de la population jeune. Par ailleurs, selon les données de l'Enquête sénégalaise auprès des ménages réalisée entre mars 1994 et avril 1995, 65,3 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (revenu nécessaire à l'acquisition de l'équivalent de 2 400 kilocalories par jour et par personne). Enfin, le Sénégal est confronté à une forte dégradation de l'écosystème illustrée par un taux de déforestation de 30 000 hectares par an.

II. Résultats et enseignements de la coopération passée

10. Le CCP relatif à la période 1997-2001 se concentrait dans deux domaines majeurs : la lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance. Seul le document d'appui à la lutte contre la pauvreté a été formulé, signé et mis en oeuvre. Le document d'appui à la gouvernance est en train d'être formulé. Néanmoins, le PNUD a appuyé le Sénégal au delà de la décentralisation [programmes PNUD/Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)], dans le démarrage d'aspects importants devant enrichir le processus d'ensemble.

A. Principaux résultats obtenus

11. La mise en oeuvre du CCP a été basée sur une stratégie de mobilisation de ressources. En effet, les ressources mobilisées se montent actuellement à 34 millions de dollars pour une prévision initiale de 18,2 millions de dollars. Les fonds FENU sont passés de 3,6 millions de dollars à 14,7 millions de dollars. Les actions déjà menées et celles en cours ont permis d'atteindre d'importants résultats.

12. Au titre de l'appui au dialogue sur les politiques, une avancée significative a été réalisée dans plusieurs domaines : a) la mise en place d'un comité national (Gouvernement, société civile, partenaires au développement) pour piloter l'élaboration du RNDH tous les deux ans; b) les analyses thématiques et sectorielles réalisées dans le cadre de la préparation du RNDH, qui alimentent les travaux d'élaboration du Dixième plan de développement économique et social (2002-2007);

c) la mise en place d'un secrétariat technique de même que six comités régionaux d'appui technique sur les 10 prévus (suite à la réalisation d'un premier profil de pauvreté, des termes de référence ont été élaborés en vue de la mise en place d'un Observatoire de suivi des conditions de vie des ménages); et d) l'étude sur l'Initiative 20/20 réalisée en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ainsi que les programmes d'investissement prioritaires qui constituent, pour le Gouvernement, des éléments clefs pour la négociation avec les partenaires nationaux et internationaux en vue de la mobilisation des ressources.

13. Au titre de l'opérationnalisation du développement humain durable (DHD), l'assistance s'est concrétisée dans les régions de concentration (Tambacounda, Diourbel, Saint-Louis et périphérie de Dakar) par la mise en oeuvre du Programme élargi de lutte contre la pauvreté dont les activités ont permis : a) la création de cadres de concertation au niveau local pour la définition des priorités et la négociation de leur prise en charge dans les départements de Bambey, Kaffrine et Kébémér (comités villageois et intervillageois de développement); b) l'élaboration de Plans locaux de développement et leur mise en oeuvre; c) le développement d'une initiative pilote pour l'efficacité énergétique; d) la définition et la mise en oeuvre de programmes « information, éducation et communication » (IEC) autour du thème « Jeunes et VIH/sida » dans les districts de Pikine, Tambacounda, Diourbel et Saint-Louis; e) la mise en place d'un réseau de formateurs dans les questions du genre au niveau de certains ministères techniques; f) la réalisation de l'Enquête sur la qualité du service public; et g) l'organisation des concertations nationales sur la qualité du service public et la bonne gouvernance.

B. Expériences et leçons apprises

14. En ce qui concerne le dialogue sur les politiques, un partenariat soutenu a été entretenu avec le Gouvernement, la société civile, les partenaires au développement et les bénéficiaires. Ainsi, il s'agit de tirer partie des actions déjà menées et pour lesquelles le PNUD a joué un rôle de partenaire dirigeant (appui au Comité national RNDH et soutien à la définition de la stratégie de lutte contre la pauvreté). Le processus devant conduire au DSRP constitue une bonne opportunité d'alliance des partenaires et de coordination de l'assistance par le Gouvernement.

15. S'agissant de l'opérationnalisation du DHD, les actions pilotes qui ont déjà été développées mettent en évidence la nécessité de lier la décentralisation au développement de moyens d'existence durables par le biais du renforcement des capacités des collectivités locales, de la réalisation des infrastructures de base et du développement d'activités génératrices de revenus dans une optique de durabilité.

16. Compte tenu de l'ampleur des besoins à couvrir, il est clair que seule une alliance des partenaires conduira à l'atteinte d'effets significatifs. L'assistance du PNUD s'est heurtée aux difficultés de mise en oeuvre du Programme national de lutte contre la pauvreté selon l'approche programme envisagée. En effet, les autres partenaires au développement du Sénégal ont poursuivi la mise en oeuvre de leurs programmes ou projets de lutte contre la pauvreté de manière tout à fait autonome.

17. Il y a lieu de souligner l'effort engagé en vue d'améliorer le suivi et évaluation du programme à travers l'application des nouvelles dispositions relatives au Cadre de résultats stratégiques (CRS). Des synoptiques de suivi du CRS ont été élaborés et trois « clusters » mis en place : pauvreté et genre; gouvernance; et environnement. Le principe de réunions bimestrielles des clusters couplées de visites de terrain constitue une opportunité essentielle pour asseoir une culture de gestion axée sur les résultats. Il y a également lieu de noter le caractère positif de l'option du recours au Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), ainsi que la recommandation de son renforcement faite lors de la revue à mi-parcours du CCP 1997-2001.

III. Objectifs, domaines d'activités et résultats escomptés

A. Objectifs

18. Les objectifs du CCP, à savoir la lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance, demeurent conformes aux orientations stratégiques et priorités du Gouvernement. Ces thèmes constituent également des domaines privilégiés d'intervention du système des Nations Unies tels que reflétés dans l'UNDAF du Sénégal. L'opérationnalisation de l'UNDAF se fera autour de trois domaines de concentration : la lutte contre la pauvreté dans la région de Tambacounda, l'éducation

pour tous et le développement économique et social de la Casamance.

19. Étant donné son éligibilité à l'Initiative PPTE, le Sénégal s'est engagé à élaborer un document cadre de stratégie de réduction de la pauvreté avant le mois de décembre 2001. Ce document, qui constituera le seul cadre de référence pour la mise en oeuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, devrait s'articuler autour de trois priorités : a) la poursuite des réformes sectorielles dans les domaines du développement rural, de l'énergie et des transports; b) la consolidation des politiques macroéconomiques en termes d'assainissement des finances publiques, d'amélioration de l'environnement du secteur privé, et de partenariat entre l'État, les organisations socioprofessionnelles et les collectivités locales; et c) l'élargissement des programmes sectoriels en cours d'exécution, dont le Programme de développement intégré de la santé, le Plan national d'action pour l'environnement, le Plan de développement de l'éducation et de la formation, le Programme sectoriel des transports, et le Projet sectoriel eau, ainsi que le renforcement de la politique de décentralisation.

B. Domaines de concentration de l'assistance

20. Dans ce contexte, le Gouvernement attache une importance capitale à la satisfaction des besoins humains fondamentaux en vue du DHD, et souhaite une consolidation de l'appui du PNUD dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et de la bonne gouvernance. Pour supporter les actions dans ces deux domaines, le PNUD appuiera les efforts du Gouvernement concernant les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi que la définition et la mise en oeuvre d'une stratégie gouvernementale en la matière.

21. Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance, l'assistance du PNUD appuiera le dialogue des politiques (plaidoyer des concepts de DHD et leur prise en compte dans les politiques nationales); affinement du programme national de bonne gouvernance; et appui/conseil pour le pilotage de la stratégie de lutte contre la pauvreté dans une optique de durabilité (renforcement des capacités nationales, suivi des conditions de vie des ménages, plaidoyer et partenariat pour l'égalité des genres). L'organisation appuiera aussi l'opérationnalisation du DHD dans le

développement au niveau des sites, touchant directement les bénéficiaires et liant la décentralisation (gouvernance locale). Elle appuiera aussi la promotion de moyens d'existence durables (accroissement des revenus des populations par la promotion d'activités génératrices de revenus; accès des pauvres aux services de base; mesures préventives pour réduire l'impact du VIH/sida; et préservation de l'environnement).

22. Au titre des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'appui du PNUD est envisagé, entre autres possibilités, pour la préparation d'une stratégie nationale dans ce secteur, l'utilisation des techniques de l'information et de la communication pour faciliter des efforts de coordination au sein du Gouvernement, et l'identification de secteurs clefs pour la gouvernance locale.

C. Résultats attendus

23. D'une manière générale, l'assistance attendue du PNUD devra permettre de renforcer les capacités des structures nationales et le bien-être des populations bénéficiaires pour une meilleure gouvernance et une prise en charge effective des préoccupations des acteurs. Étant donné que la lutte contre la pauvreté constitue une priorité du Gouvernement, le PNUD continuera d'appuyer ses efforts dans : l'accroissement des revenus des populations par la promotion d'activités génératrices de revenus; une meilleure couverture des besoins humains fondamentaux; un meilleur suivi des conditions de vie des ménages; et le renforcement des capacités des acteurs à la base. Dans le but de maximiser l'impact de cet appui, l'assistance du PNUD capitalisera l'expérience acquise dans les différentes zones d'intervention au cours de son sixième cycle de programmation et veillera à un meilleur ciblage des bénéficiaires. Dans ce contexte, l'assistance du PNUD se fera en synergie avec les autres agences du système des Nations Unies dans le cadre de l'opérationnalisation de l'UNDAF.

24. Au titre du dialogue des politiques, le RNDH sera publié tous les deux ans; un Programme intégré de réforme du secteur public sera élaboré et mis en oeuvre; des Comités régionaux d'appui technique continueront à être fonctionnels; et l'observatoire des conditions de vie des ménages sera fonctionnel pour soutenir ce dialogue.

25. Au titre de l'opérationnalisation du DHD, dans la lutte contre la pauvreté, des infrastructures de base seront réalisées et des Comités villageois et intervillageois de développement seront renforcés dans les zones d'intervention du PNUD/FENU; au moins 50 MPE (Micro et Petites Entreprises) seront créées par an; un portefeuille d'au moins 50 microprojets seront approuvés et lancés chaque année; des Plans locaux de développement durable seront définis et lancés (à Kédougou, Bambey, Kébémér, Kaffrine et Tambacounda); un corpus de codes pour l'efficacité énergétique sera défini et appliqué sur au moins deux bâtiments; une approche participative de conservation de la diversité biologique sera mise en oeuvre avec succès; et des programmes IEC seront exécutés dans les zones de concentration.

26. Dans le domaine de la bonne gouvernance, le PNUD apportera un appui dans les principaux domaines que sont l'amélioration de l'efficacité de la fonction publique, le renforcement des capacités de gestion économique et la mise en oeuvre de la politique de décentralisation. Dans ce cadre, l'appui du PNUD permettra la formulation d'un Programme intégré de réforme du service public, qui nécessitera dans sa mise en oeuvre la mobilisation de ressources externes en partenariat avec d'autres donateurs dont la Banque mondiale. Le PNUD contribuera également au renforcement des capacités du Gouvernement dans la rationalisation et la coordination de l'aide.

27. Le Gouvernement accordant une importance particulière à la gestion économique, l'assistance du PNUD mettra également l'accent sur le renforcement des capacités des ministères techniques en matière d'identification, d'évaluation et de gestion des programmes et projets placés sous leur tutelle; et sur l'appui au système de programmation et budgétisation des investissements publics et de coordination de l'aide.

28. Le PNUD apportera également un appui au Parlement (équipe d'au moins quatre assistants parlementaires; centre de documentation), à la justice et à la presse. Par ailleurs, la consolidation de la politique de décentralisation passera par un renforcement soutenu des capacités des collectivités locales dans la conception et la mise en oeuvre de programmes de développement. Ces collectivités locales devront également développer une capacité de négociation et de dialogue avec l'État, les organisations non gouvernementales (ONG) et les partenaires extérieurs.

29. Il s'agira de promouvoir davantage l'internalisation des politiques en vue d'une meilleure appropriation de celles-ci par les acteurs à la base. À ce niveau, le PNUD renforcera son appui au processus de planification participative locale en dotant les acteurs d'outils techniques et en les impliquant davantage dans les activités de mobilisation des ressources locales et l'évaluation des programmes. L'assistance du PNUD contribuera à renforcer les capacités nationales dans l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Dans ce contexte, une stratégie d'information et de sensibilisation sera élaborée pour mieux impulser une politique gouvernementale en la matière.

30. Des résultats sont attendus dans d'autres domaines, tels que le genre et le VIH/sida. Dans ce contexte, des réseaux de formateurs/formatrices en genre seront fonctionnels pour accroître le consensus sur l'égalité des genres, et des mesures préventives seront prises pour réduire l'impact du VIH/sida.

IV. Modalités de gestion

31. *Gestion du programme.* Conformément aux cinquième et sixième cycles de programmation, l'approche programme et l'exécution nationale seront privilégiées dans la coopération entre le Sénégal et le PNUD durant la période 2002-2004. Pendant ce cycle, l'approche programme sera toujours en vigueur et l'accent sera davantage mis sur la mise en oeuvre des programmes de lutte contre la pauvreté et de bonne gouvernance. S'agissant de la lutte contre la pauvreté, l'élaboration du DSRP, sous le pilotage du Gouvernement et avec l'implication des partenaires extérieurs et la société civile, constitue une opportunité pour pallier les insuffisances notées jusque-là dans la mise en oeuvre de l'approche programme. Le cadre de mise en oeuvre du DSRP présage de bonnes perspectives pour la mobilisation de l'appui financier des autres partenaires au développement pour la lutte contre la pauvreté. En ce qui concerne la bonne gouvernance, le PNUD continuera d'appuyer le Gouvernement dans la formulation et la mise en oeuvre de la stratégie nationale et en partenariat avec d'autres donateurs comme la Banque mondiale.

32. Les structures nationales seront davantage renforcées, et les compétences externes identifiées au niveau des institutions partenaires (secteur privé, société civile, ONG) seront mises à contribution. Le manuel des

procédures administratives, comptables et financières en vigueur en la matière pourra être régulièrement mis à jour pour l'adapter aux différents contextes. Cette modalité d'exécution nationale sera renforcée par une utilisation plus soutenue des compétences nationales, le recours au volontariat et à la coopération technique entre pays en développement, ainsi que par la formation continue des acteurs et autres partenaires impliqués dans cette modalité. Les compétences des agences des Nations Unies seront aussi mises à contribution dans ce contexte. Le renforcement des moyens du projet d'appui à la promotion de l'exécution nationale est nécessaire pour consolider les acquis.

33. *Suivi et évaluation.* Dans le cadre des nouvelles dispositions relatives au CRS, le mécanisme de suivi et évaluation appelé « clusters », qui constitue un acquis pour asseoir une culture de gestion axée sur les résultats, sera reconduit. Les autres mécanismes de suivi et évaluation du programme de coopération entre le Sénégal et le PNUD au cours du septième cycle sont les suivants : le Comité mixte PNUD/Ministère de l'économie et des finances; les revues techniques annuelles des programmes; et la revue de pays.

34. *Mobilisation et allocation des ressources.* Pour mettre en oeuvre ce programme de coopération avec le Sénégal, le PNUD fera recours aussi bien à ses ressources internes (montants cibles pour l'allocation des ressources de base (MCARB), FENU, Fonds mondial pour l'environnement (FEM) et Réseau Afrique 2000) qu'à des financements complémentaires mobilisés auprès d'autres partenaires au développement. Le PNUD confortera ainsi son rôle catalyseur d'appui au DHD et de soutien à la coordination de l'aide extérieure. Les fonds mis en place par le FENU seront destinés essentiellement à trois volets : appui à la décentralisation; lutte contre la pauvreté; et création de revenus par la microfinance.

35. Les ressources de base du PNUD dans le cadre du cycle de programmation s'élèvent à 10,8 millions de dollars, auxquelles viendront s'ajouter d'autres ressources administrées par le PNUD, estimées à 21,3 millions de dollars, qui seront disponibles au cours du cycle. Des efforts sont en cours avec les Gouvernements de la France et du Luxembourg et avec l'Union européenne (appui au développement de la Casamance, lutte contre la pauvreté, éducation pour tous) pour améliorer la mobilisation des ressources.

Annexe

Objectifs de mobilisation des ressources pour le Sénégal (2002-2004)

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Source</i>	<i>Montant</i>	<i>Remarques</i>
Ressources de base du PNUD		
Montant estimatif du report	4 401	SAO inclus
MCARB 1.1.1	4 076	Montant affecté immédiatement au pays.
MCARB 1.1.2	De 0 à 61	Cette fourchette est présentée strictement aux fins de la planification initiale. Le montant effectif dépendra de l'existence de programmes de qualité. Tout relèvement du taux maximal dépendra également de la disponibilité de ressources.
AEPP/AST	513	
Total partiel	8 990^a	
Autres ressources du PNUD		
Participation aux coûts du Gouvernement	—	
Participation aux coûts de tierces parties	1 000	Projets financés par le FEM
Fonds administrés par le PNUD, fonds d'affectation spéciale et autres fonds		
FENU	12 360	
FEM petites subventions	600	
FEM	7 250	
Capacité 21	120	
Total partiel	21 330	
Total	30 320^a	

Abréviations : AEPP = appui à l'élaboration des politiques et des programmes; AST = appui aux services techniques; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; FENU = Fonds d'équipement des Nations Unies; MCARB = montants cibles pour l'allocation des ressources de base; SAO = services d'appui administratif et opérationnel.

^a Non compris les MCARB 1.1.2 qui sont affectés au niveau régional en vue de leur emploi ultérieur au niveau des pays.